

L'éducation des réfugiés pendant la COVID-19 : crise et opportunités

Points et résultats importants évoqués lors des tables rondes de l'INEE (Réseau inter-agences pour l'éducation en situations d'urgence) sur les réfugiés



Remerciements

L'INEE souhaite en premier lieu remercier toutes et tous les facilitat.rices.eurs et modérat.rices.eurs ayant participé aux tables rondes et notamment ceux du groupe de travail sur le plaidoyer. Les personnes concernées sont: Mohamed Alfaki (pour sa participation audio depuis Mberra en Mauritanie), Laure Fletcher, Pathias Kabeza, Joseph Kajumba, Gabriel el Khili, Wia-mae Koha Mmari, Jackie Nalubega, Ruth Njiri, Edmund Page, Gustavo Payan, Jennifer Roberts, Gilbert Usukulu, Elsy Wakil et Alison Wright.

Nous souhaitons en particulier adresser nos remerciements aux participant.e.s qui ont pris part aux tables rondes et contribué aux discussions en donnant de leur temps et partageant leur expertise.

L'agence Suisse pour le développement et la coopération (SDC) a rendu possible ces tables rondes et nous la remercions pour son aide financière. Nous souhaitons également remercier le HCR (Haut commissariat des Nations Unies pour les réfugiés) pour sa participation et pour son aide qui nous a permis d'inviter des réfugié.e.s à assister à ces événements et à intervenir lors des tables rondes. Merci en particulier à Benoit d'Ansembourg, Maren Kroeger, Jennifer Roberts et Jackie Strecker.

Les partenaires régionaux de l'INEE ont participé à la table ronde en espagnol, notamment Nathalie Duveiller (NRC), David Garcia (NRC), Angela María sconar (RET), Jose Luis Hernandez (HCR) et Gustavo Payan (DAI).

Gilberto M. A. Rodrigues, Isabel Galvão, trois intervenant.e.s réfugié.e.s (dont les noms ne peuvent pas être cités afin de les protéger), Natalia Inacia et Bárbara Oliveira ont participé à la table ronde en portugais. La table ronde en portugais a été co-organisée par l'INEE, le Bureau national du HCR au Mozambique et le Conseil portugais pour les réfugiés.

Ces tables rondes ont été organisées avec le soutien total du Secrétariat de l'INEE. Nous remercions tout particulièrement les facilitat.rices.eurs des communautés de langues du Secrétariat qui ont présenté ces événements dans leurs langues respectives : Emeline Marchois, Claudio Osorio, Ayman Qwaider et Andreia Soares.

La traduction de ce rapport est le fruit d'une collaboration entre Translators without Borders (Traducteurs sans frontières) et l'INEE.

Publié par

Réseau inter-agences pour l'éducation en situations d'urgence (INEE), c/o Comité international de secours 122 East 42nd Street, 12th floor, New York, NY 10168, États-Unis.

INEE © 2020

Licence :

Le présent document est sous licence de Creative Commons paternité - partage des conditions initiales 4. 0. Il est attribué au Réseau inter-agences pour l'éducation en situations d'urgence (INEE).



Citation suggérée :

Réseau inter-agences pour l'éducation en situations d'urgence (INEE). (2020). L'éducation des réfugiés pendant la pandémie de COVID-19 : crise et opportunité. New York, NY. <https://inee.org/resources/refugee-education-during-covid-19-crisis-and-opportunity>

« Face à la COVID-19, il n'est plus possible d'envisager et de planifier l'avenir avec certitude. »
« Cette crise est un frein aux rêves. »
(Étudiants réfugiés, juillet 2020)

Introduction

La pandémie de COVID-19 a engendré une crise mondiale de l'éducation. Elle a entraîné une fermeture des écoles qui, début 2020, touchait 90 pourcent des étudiants dans le monde. Des fermetures partielles ou complètes concernent aujourd'hui 60 pourcent des enfants qui étaient scolarisés avant la pandémie (UNESCO, 2020). La scolarité des enfants et des jeunes du monde entier étant perturbée par la COVID-19, il est primordial de veiller à ce que les jeunes réfugiés ne soient pas laissés pour compte. Les enfants et les jeunes réfugiés ont droit à une éducation de qualité. L'éducation leur donne la possibilité de s'épanouir pleinement. Elle leur apporte de l'espoir et leur permet de rêver et de construire un futur différent.

Bien que la pandémie de COVID-19 touche tous les enfants et jeunes à travers le monde, les jeunes réfugiés risquent d'être disproportionnellement affectés et davantage négligés, et ce malgré l'engagement des dirigeants mondiaux à assurer l'accès à une éducation de qualité, inclusive et équitable pour tous d'ici à 2030 (ONU, 2015). L'impact de cette crise mondiale de l'éducation sur les enfants et jeunes réfugiés n'est pas connu à ce jour. Des estimations laissent tout de même à penser que le nombre d'enfants et de jeunes réfugiés non scolarisés devrait augmenter. En effet, nombreux sont ceux qui étaient scolarisés avant la crise et pourraient ne jamais revenir à l'école par la suite. On estime que jusqu'à 50 pourcent des jeunes filles réfugiées (et jusqu'à 100 pourcent dans certains cas, lorsque le taux de scolarisation était déjà faible avant la COVID), qui étaient scolarisées dans le secondaire pourraient ne pas retourner à l'école à leur réouverture. Si ces estimations se révèlent exactes, ce seront alors moins de 14 pourcent des jeunes filles réfugiées qui auront accès à une éducation secondaire.¹ L'accès à une éducation de qualité est essentiel pour assurer un futur à ces enfants et jeunes qui ont déjà été arrachés à leur vie normale.

En décembre 2019, le HCR a organisé le tout premier [Forum mondial sur les réfugiés](#) (Global Refugee Forum ou GRF) pour renforcer son action dans le cadre du [Pacte mondial sur les réfugiés](#). L'INEE a rejoint le groupe des co-sponsors pour l'éducation du GRF et a également co-dirigé l'équipe de travail du GRF spécialisée dans l'éducation en situations d'urgence. Elle a ainsi contribué au [Cadre d'action global pour l'éducation des réfugiés](#). L'INEE a formulé 4 promesses au cours du Forum mondial sur les réfugiés, notamment celle de s'engager à « *renforcer le soutien inter-agences pour un accès équitable et inclusif à une éducation de qualité pour les personnes en déplacement, et ce grâce à un plaidoyer au niveau mondial, un renforcement des capacités, une gestion des connaissances et la production de données probantes* » (INEE 2019). Pour aider l'INEE à consolider ses actions dans le cadre des promesses faites au GRF, l'INEE a organisé avec l'aide du HCR une série de tables rondes virtuelles dans plusieurs langues. Grâce à ces événements, de jeunes réfugiés et leurs enseignants ont pu prendre la parole et témoigner de l'impact de la COVID-19 sur leur éducation.

Les tables rondes se sont tenues **entre le 20 et le 24 juillet 2020** dans les langues principales de l'INEE (arabe, anglais, français, portugais et espagnol). En plus de mettre en évidence les expériences communes et les difficultés croissantes rencontrées par les jeunes réfugiés dans leur accès à l'éducation depuis le début de la pandémie mondiale, ces tables rondes ont révélé le

¹ Les données du HCR montrent que seulement 27 % des filles réfugiées en âge d'aller à l'école secondaire étaient scolarisées en 2019 (HCR, 2020). Si ce chiffre baissait de moitié, alors seules 13,5 % des réfugiées iraient à l'école secondaire.

désir d'une poursuite de la scolarité dans cette situation d'urgence éducative mondiale. Ces discussions ont réuni de jeunes réfugiés, des enseignants réfugiés, des représentants de ministères de l'éducation, des acteurs de la société civile ainsi que des représentants d'agences de l'ONU. Les participants ont appelé à la mise en place de solutions pratiques pour répondre aux difficultés engendrées par la crise de la COVID-19 qui complexifient encore le problème de l'éducation des réfugiés. Les objectifs étaient les suivants :

- (i) Inviter davantage les personnes déplacées, et notamment les réfugiés, à s'exprimer et faire entendre leur voix ;
- (ii) Mieux comprendre les défis relatifs à la manière dont la COVID-19 a affecté l'éducation au sein des populations déplacées et partager les bonnes pratiques et les solutions mises en oeuvre;
- (iii) Collecter les messages, exemples et recommandations qui peuvent être partagés avec le HCR et les co-sponsors alliés dans le cadre de la promesse faite par l'INEE au Forum mondial sur les réfugiés.

Messages clés

Ce document est la synthèse des résultats de ces tables rondes sur les réfugiés. Il a pour but de mettre en évidence les défis et recommandations évoqués et de donner la parole aux réfugiés. Les discussions ont abouti aux messages clés suivants :

- **Écouter les enfants et jeunes réfugiés et leur permettre de participer aux décisions qui affectent leur éducation** en accord avec les principes d'engagement communautaire établis dans le manuel des [Normes minimales de l'INEE pour l'éducation : préparation, intervention et relèvement](#).
- **Assurer l'égalité d'accès à une éducation de qualité pour tous les enfants et les jeunes réfugiés, y compris l'accès à une éducation à distance de qualité, pendant et après la pandémie de COVID-19.** Le droit à l'éducation ne s'arrête pas en situation d'urgence ou en cas de déplacement forcé. Les enfants et les jeunes réfugiés et déplacés internes ont le droit à l'éducation et à l'espoir d'un meilleur futur.
- **Les gouvernements des pays d'accueil doivent veiller à ce que les documents et certifications pour les réfugiés et les migrants ne fassent pas obstacle à l'accès à l'éducation.** Ils pourraient par exemple adopter le [Passeport des qualifications de l'UNESCO pour les réfugiés et migrants vulnérables \(UQP\)](#).
- **Les agences de soutien aux réfugiés et aux migrants doivent veiller à un accès plus universel aux technologies numériques pour les réfugiés et migrants et assurer un accès équitable à la technologie pour les filles et les femmes.** Cela pourrait par exemple passer par un accès libre au wifi dans les camps ou bien des centres informatiques en accès libre, [par exemple via l'initiative Giga](#) qui vise à connecter toutes les écoles du monde à l'Internet. Les organisations pourraient par exemple organiser des ateliers de formation à l'utilisation des technologies numériques pour les enseignants, parents et étudiants afin d'assurer une éducation à distance de qualité.

Renforcer la coopération inter-institutions au sujet de l'éducation des réfugiés

Le Groupe de Travail de l'INEE sur le Plaidoyer (AWG), avec l'aide du HCR, a organisé une série de tables rondes virtuelles avec les réfugiés en plusieurs langues : arabe, anglais, français, portugais et espagnol, et ce dans le cadre de l'engagement du Forum Mondial pour les Réfugiés à renforcer l'aide inter-institutions pour l'éducation au cours des déplacements.² L'objectif central des tables rondes était de recueillir des témoignages des jeunes déplacés et des enseignants réfugiés au sujet de l'impact de la COVID-19 sur leurs études. Quelques 348 participants y compris les intervenants et les animateurs se sont joints aux 5 tables rondes. Parmi les participants, on comptait des réfugiés, des migrants, des personnes déplacées internes mais aussi des membres de la société civile, des agences des Nations Unies et des ONG internationales de différentes régions du monde. Parmi les participants, il y avait, entre autres, des réfugiés et des personnes déplacées internes d'Angola, du Burundi, d'Irak, du Liban, du Kenya, de la Palestine, du Rwanda, de Syrie, du Sud Soudan, du Yémen et du Venezuela.

Quelle était la situation de l'enseignement dispensé aux réfugiés avant et après la COVID-19 ?

Lors des discussions qui se sont tenues dans les 5 tables rondes, les communautés de réfugiés, de personnes déplacées internes et de migrants ont rapporté de manière systématique les problèmes qu'elles rencontrent pour accéder à l'éducation avant et après la COVID-19. Ces problèmes pourraient être classés comme suit :

- **Inégalité d'accès à un enseignement de qualité avant la COVID-19 et à un enseignement de qualité à distance après le COVID-19 :** La plupart des participants ont mentionné que les problèmes existants (mauvaise qualité de l'enseignement, manque d'infrastructure, ressources limitées, etc.) se sont amplifiés après la COVID-19. Un des participants a dit, " Partout dans le monde, les gens sont touchés par la COVID-19, mais certaines personnes sont plus touchées que d'autres. " L'inégalité d'accès se manifeste dans les disparités de disponibilité et de coût des technologies nécessaires pour utiliser les ressources pédagogiques (par ex. la radio, la télévision ou internet). Par exemple, un réfugié syrien a indiqué : "Nous ne pouvons pas suivre des cours en ligne à cause des pannes d'électricité et d'une mauvaise connexion internet. " Un autre réfugié du Liban a dit " Avant la COVID nous pouvions aller à l'école et donner des cours en présentiel mais avec la COVID-19 et le confinement, nous ne pouvons plus. Nous devons suivre des cours en ligne. C'est un gros problème au Liban parce qu'il arrive souvent qu'il n'y ait pas d'électricité ou d'accès internet. Ce problème s'est en fait aggravé à cause de la COVID-19 - tout est chaotique au Liban. " Le manque de connexion et d'électricité peut aussi être la conséquence de la pauvreté, "...l'enseignement n'est plus une priorité parce que maintenant ils ont peur d'être expulsés ou de manquer de nourriture". La plupart du temps, si les étudiants réfugiés ou déplacés en interne vivent dans une zone rurale ou dans un endroit isolé, cela implique qu'ils sont particulièrement désavantagés. De nombreux participants ont également mentionné le manque d'équipements disponibles. Par exemple : "... ils n'ont pas accès aux équipements, à la radio ou la télévision et par exemple, ils doivent partager avec plusieurs frères et sœurs un téléphone portable." Les enfants qui ont des besoins particuliers souffrent aussi d'un accès inégal (et parfois de pas d'accès du tout) à l'enseignement à distance. " Au Kenya, les personnes handicapées ont rencontré de nombreux problèmes liés à un handicap

² Les comptes-rendus de chaque table ronde peuvent être consultés en version originale [ici](#).

physique, à l'ouïe, la vue, etc. Il est compliqué pour un enfant aveugle ou des enfants malentendants d'acquérir des connaissances en informatique."

- **Le manque de préparation :** " Les systèmes scolaires sont paralysés et incapables de faire face d'un point de vue technique." Le manque de préparation pour dispenser un enseignement de qualité à distance a été mentionné plusieurs fois lors des discussions, par exemple : "Le système scolaire hondurien n'était pas préparé pour dispenser des cours à distance. Prendre des décisions rapidement est important." De nombreux participants ont mentionné le manque de connaissances des enseignants, des parents et des enfants dans l'utilisation des technologies pour accéder à l'enseignement et également la formation insuffisante des enseignants pour dispenser des cours à distance, ce qui a amplifié les inégalités. Pour certains participants, le manque de préparation a aussi eu pour conséquence le peu de directives ou politiques émanant des gouvernements. Cela s'est traduit par une mauvaise coordination, par exemple " En Ouganda, il n'y a aucune coordination pour les examens. Nous pouvons choisir n'importe quel programme de radio ou de télévision pour étudier et ils sont tous différents."
- **Des problèmes d'intégration :** Pour certains participants la difficulté principale en termes d'intégration dans le pays d'accueil est le problème de certification ou de documentation qui limite leur accès à l'éducation et ce même avant la COVID-19, " Les procédures et les exigences de certificats et de documents limitent ou retardent l'accès à l'enseignement". Certains se sont également inquiétés que, parfois, les gouvernements utilisent cette excuse pour ne pas se conformer aux droits de l'homme des réfugiés en matière d'éducation. De plus, les différences de langues et de systèmes éducatifs ont encore compliqué l'accès à l'enseignement à distance après l'apparition de la COVID-19. Un des participants a dit : " La langue est un problème. C'est compliqué de comprendre le programme scolaire dans une autre langue." Cela a également eu pour conséquence l'inscription d'enfants dans une classe inférieure à celle qu'ils fréquentaient dans leur pays d'origine.
- **L'impact psychologique de la COVID-19 :** Dans toutes les tables rondes, les participants ont mentionné l'anxiété, le stress et le sentiment d'isolement comme conséquences des différents aspects de COVID-19. Par exemple : "Des apprenants vivent des situations psychologiques difficiles à cause des examens annulés et parce qu'ils ne savent pas ce qu'ils vont devenir." Cela a notamment conduit de nombreux apprenants à perdre espoir et à se sentir frustrés et anxieux parce qu'ils pensent que des débouchés qui existaient avant COVID-19 n'existeront plus après. Un participant a dit : "La COVID-19 a emporté toute certitude ou capacité à planifier l'avenir". Pour un autre : "Cette crise est un coup de frein à nos rêves."

Questions liées au genre et COVID-19

De nombreux participants ont mentionné l'augmentation des violences domestiques depuis la COVID-19, même si toutes les discussions n'ont pas souligné la relation potentielle entre les questions liées au genre et la COVID-19. Par exemple : "En cas de confinement, les tâches ménagères incombent encore davantage aux femmes, et les hommes restent assis toute la journée à la maison. Cela conduit à une augmentation des violence physiques et sexuelles envers les femmes." La protection des étudiantes qui était assurée par la scolarisation a également été perdue, et ainsi "... des filles ont été mariées et un grand nombre d'entre elles ne sont pas retournées à l'école." Certains participants ont aussi mentionné la relation entre l'accès à la technologie et le genre, par exemple : "Des parents ne veulent pas que leur fille utilise un téléphone portable."

Qualité de la réaction face à la COVID-19

Plusieurs participants ont fait part de leur inquiétude au sujet du manque de préparation en amont de la pandémie et du manque de coordination des différents ministères pour satisfaire aux normes de sécurité, par exemple en ce qui concerne la réouverture des écoles. " Comment peut-on retourner à l'école en toute sécurité pendant la pandémie de COVID alors que les classes sont surchargées ? " Le fait qu'un grand nombre d'activités de coordination pour l'intervention face au COVID-19 se sont déroulées en ligne signifie que de nombreux acteurs n'y ont pas pris part, en particulier les acteurs locaux qui ont pu avoir plus difficilement accès à la technologie. Cela a aussi exclu l'implication des réfugiés étant donné que "La plupart des réfugiés n'ont pas de smartphone ou la possibilité d'acheter des gigas pour internet." A cause de ce manque de préparation, certains participants ont eu le sentiment de dépendre des partenaires humanitaires pour l'enseignement à distance parce que personne ne savait comment le mettre en place dans les camps de réfugiés. Dans certains cas, il n'y a pas eu d'intervention du tout et une année complète d'apprentissage est 'perdue'. Par exemple, au camp de réfugiés de Kakuma, les rapports indiquent qu'aucune mesure (ou au mieux des mesures très limitées) n'a été prise dans le domaine de l'éducation, ce qui signifie que de nombreux enfants et jeunes n'ont pas pu poursuivre leur apprentissage.

Rien sur nous sans nous : la voix des personnes déplacées compte

" Nous avons très souvent de nombreuses discussions sur les réfugiés, mais nous ne leur donnons pas la parole. Ici nous pouvons entendre les réfugiés dans la langue de leur choix "
(participant (e), Table ronde des réfugiés de l'INEE, 2020)

En ce qui concerne les résultats des tables rondes, certains points forts principaux en sont sortis et ont été très appréciés.

Entendre la parole des réfugiés : Le fait que les réfugiés aient pu s'exprimer a été salué par tous les participants. Par exemple, un (une) étudiant (e) réfugié (e) a dit "Merci INEE pour cette incroyable réunion. C'est un soulagement de voir que nous ne sommes pas seuls pour affronter ces difficultés ! " La richesse du débat vient du fait que les participants venaient de milieux variés, en termes d'âges et de locations géographiques, et que des universités, des enseignants et des élèves ont pu participer. Cette possibilité de s'exprimer a suscité l'enthousiasme général. En outre, les participants avaient l'air heureux de sortir du stress de leur routine quotidienne qui était fortement affectée par la COVID-19. Il s'agissait là d'un message supplémentaire clé et d'un résultat ressenti, étant donné que les réfugiés se sont sentis soutenus et intégrés dans une communauté mondiale de réfugiés qui étaient tous touchés par les différents impacts de la COVID-19 sur leurs vies et leur éducation.

Une discussion d'égal à égal : Des conversations très fructueuses ont été menées entre des groupes de personnes qui venaient de tous les types de milieux économiques et culturels, et dont certaines vivaient dans des camps de réfugiés ou faisaient partie d'organismes qui soutiennent les réfugiés. En temps normal, ces conversations n'auraient pas eu lieu - par exemple entre les fonctionnaires du Ministère de l'éducation, les cadres du HCR et les étudiants ou professeurs réfugiés. Malgré les différences en termes de niveaux d'éducation, d'expérience professionnelle, d'âge, etc., tous les participants ont eu l'impression de participer à une discussion d'égal à égal.

Partenariats : Des partenariats solides ont été créés entre les équipes qui ont organisé les tables rondes dans les différentes langues. Les tables rondes n'auraient pas aussi bien fonctionné sans la participation active du HCR, à la fois au niveau mondial et régional. Des partenariats solides ont par exemple été formés lors de la table ronde menée en portugais entre le Conseil portugais pour les réfugiés (CPR), le bureau de pays du HCR au Mozambique, et l'INEE. Lors de la table ronde menée en espagnol, le partenariat entre le DAI, le Conseil norvégien pour les réfugiés, le fonds d'éducation pour les réfugiés et le bureau régional du HCR a été particulièrement efficace. En ce qui concerne la table ronde menée en français, le groupe de travail sur le plaidoyer de l'organisation Right to Education (Le droit à l'éducation) a soutenu la table ronde en participant directement à la préparation et à la facilitation grâce à un(e) collègue francophone.

Mesures recommandées

De nombreux jeunes déplacés (ées) qui ont participé ont souligné les troubles liés à la fermeture des écoles et au manque d'accès à un enseignement à distance, ainsi que les difficultés causées par la crise de la COVID-19, mais ils (elles) ne perdent pas espoir. Sur les cinq tables rondes, quel que soit le contexte, plusieurs expériences communes ont émergé. Les jeunes déplacés (ées) - et les autres participants - ont clairement indiqué qu'il était urgent d'agir et ont partagé les recommandations suivantes :

- 1. Garantir un accès égal à une éducation de qualité pour tous (toutes), y compris une éducation de qualité à distance et des possibilités d'enseignement supérieur.**
 - a. Améliorer l'accès à des technologies adaptées pour fournir un enseignement de qualité à distance. Par exemple, fournir des données/du wifi/du matériel/etc. à titre gratuit aux camps de réfugiés, aux migrants vivant dans des zones urbaines, et aux autres personnes déplacées, et mettre en place un accès aux technologies dans les zones rurales isolées.
 - b. Apprendre aux professeurs à fournir un enseignement de qualité à distance, y compris en utilisant les technologies et en soutenant les parents et les tuteurs pour qu'ils puissent soutenir l'apprentissage à la maison.
 - c. Mettre en place un système d'éducation à distance individuel qui intègre les enfants avec des besoins particuliers.
 - d. Préparer plusieurs stratégies pour assurer un enseignement à distance visant à inclure des options sans technologies, avec une technologie rudimentaire, et avec des hautes technologies - supports en ligne, radio, télévisions, leçons enregistrées, copies papier, etc.
 - e. Améliorer les possibilités d'accès à l'enseignement supérieur pour les réfugiés (ées). Cela implique notamment d'élargir les bourses scolaires et de financer les étudiants qui ont déjà commencé leurs études supérieures.

- 2. Se préparer à d'autres urgences et à rouvrir les écoles.**
 - a. Inclure les communautés de réfugiés, de DPI, et de migrants, ainsi que les professeurs et les parents dans la prise de décision concernant les urgences à l'avenir. Utiliser les réseaux de radio locaux pour communiquer.
 - b. Améliorer le système éducatif pour faire face à de futures crises et gérer l'enseignement à distance. Cela implique de renforcer les capacités des professeurs par rapport aux moyens numériques.
 - c. Évaluer les besoins des différents groupes de populations et adapter les réponses en fonction.

- 3. Résoudre les problèmes liés aux papiers/certifications pour les réfugiés et les autres personnes déplacées.**
 - a. Veiller à ce que les enfants et les jeunes déplacés (ées) soient intégrés (ées) dans le système d'éducation national de la communauté d'accueil, selon leur niveau académique et leurs notes dans leur pays d'origine, qu'ils (elles) aient déjà des certifications/actes de naissance ou non.
 - b. Enseigner les langues locales en préparant les supports pédagogiques pour les réfugiés et les autres personnes déplacées, pour qu'ils (elles) puissent accéder au programme d'enseignement national.

- 4. Renforcer les approches multisectorielles et de soutien psychosocial (SPS).**
 - a. Préparer et appliquer des politiques inclusives en mettant la priorité sur l'aide aux groupes vulnérables, y compris ceux qui ont des besoins particuliers.
 - b. Renforcer et s'appuyer sur les atouts existants en matière de SPS, par exemple le projet « Socio Emotional 100 » mis en œuvre en Colombie, qui a été élaboré avec le Ministère de l'éducation.
 - c. Élargir les programmes de protection sociale (santé, nutrition, cantine scolaire, protection) destinés aux familles pour veiller à ce que les élèves ne sortent pas du système éducatif, en se concentrant sur les régions fragiles.

- 5. Améliorer les réponses sexospécifiques à la COVID-19.**
 - a. Axer les campagnes de re-scolarisation en particulier sur les filles, y compris celles en âge d'être scolarisées et qui ont été forcées à se marier jeunes et/ou sont enceintes/ont des enfants en bas âge.
 - b. Garder les écoles ouvertes [en respectant les normes d'hygiène et de distanciation sociale] afin de protéger les filles et les jeunes femmes face au risque de violences physiques ou sexuelles, de mariage précoce ou de grossesse. Cela implique de veiller à de meilleures installations en matière de WASH (eau, assainissement et hygiène), non seulement pour les filles mais aussi pour tous les élèves.

- 6. Améliorer la coordination des réponses à la COVID-19 entre tous les acteurs.**
 - a. Collaborer avec les jeunes réfugiés (ées), les professeurs et les chefs de communautés.
 - b. Coordonner les mesures prises pour éviter un chevauchement des efforts et pour atteindre les zones où l'aide n'arrive généralement pas.

Nécessité de mener une action durable

La pandémie de COVID-19 a touché les enfants et les jeunes, leurs parents et tuteurs, leurs professeurs et leurs communautés dans presque tous les pays du monde. La crise mondiale éducative qui en découle aura de vastes conséquences sur le long terme. La crise actuelle entraîne d'ors-et-déjà des situations éprouvantes et souvent traumatisantes pour toutes les communautés touchées et pour toutes les personnes déplacées de force de leurs foyers. L'inclusion des enfants et des jeunes réfugiés (ées)/DPI/migrants (tes) dans les systèmes éducatifs doit donc être accompagnée d'un renforcement du système, ce qui nécessite un soutien de la part des organismes humanitaires et de développement.

Les gouvernements ont le devoir d'agir de toute urgence pour protéger et respecter le droit à l'éducation pour les enfants et les jeunes DPI, migrants (tes) réfugiés (ées).